

La mobilisation s'organise contre la casse de l'École Personnels et parents d'élèves se réunissent et discutent des moyens de faire plier la ministre

Le jeudi 7 mars, plus de 5 000 collègues ont manifesté à Paris sous les fenêtres du ministère : personnels de collèges, de lycées, d'écoles venus de toutes les communes de Seine-Saint-Denis, pour beaucoup en grève depuis plus d'une semaine. Depuis une semaine, ils se réunissent tous les jours en assemblées générales, des AG de secteurs ont regroupé enseignants et parents, pour chercher à étendre la grève. De nombreux collègues d'autres départements de région parisienne, des parents, des lycéens se sont joints à la manifestation pour exprimer les mêmes revendications : des moyens pour l'école, l'annulation de toutes les fermetures ainsi que le retrait du « choc des savoirs ».

Au même moment, la ministre Belloubet a tenté de déminer le terrain, notamment en indiquant que le groupes de niveaux deviendront des groupes « pour élever le niveau ».

La ministre persiste sur le « choc des savoirs » et la volonté de transformer le collège en gare de triage

La totalité de la feuille de route est maintenue : austérité, suppressions de postes, réforme de la voie professionnelle, et les principales mesures du « choc des savoirs ». Des temps d'enseignement en français et maths pourraient être organisés en groupe classe, notamment pour réexaminer la composition des « groupes », mais la ministre précise : ils seront « dérogatoires » et tout à fait minoritaires.

La norme reste la suppression du groupe classe en maths et français, c'est-à-dire une organisation des emplois du temps en barrette sur l'année et seulement de manière très ponctuelle un retour en groupe classe. Et toujours sans postes supplémentaire. Ce sera moins d'heures de cours, moins de dédoublements, de moins en moins d'enseignement disciplinaire, moins de postes, et toujours plus d'élèves par classe !

Face à la puissante mobilisation qui a commencé notamment en Seine-Saint-Denis la ministre manœuvre, mais elle ne lâche rien sur le fond

L'exigence du retrait total du « choc des savoirs », du maintien des groupes classe, de l'abandon des « groupes » reste entière. Tout comme reste entier l'ensemble des revendications qui s'expriment partout.

Les collègues de Seine-Saint-Denis réunis à plus de 450 en Assemblée Générale l'ont bien compris en votant à la quasi-unanimité la reconduction de la grève et la poursuite de la mobilisation, en relation avec les parents d'élèves. L'AG a également réaffirmé sa solidarité avec les mobilisations des autres départements dans la perspective d'élargir la mobilisation au plan national pour gagner.

Depuis des semaines dans toute la France, et cette semaine encore, les personnels se mobilisent à travers les rassemblements, les blocages et les grèves, les opérations « école morte », « collège désert », blocage de rectorat comme à Versailles...

Assemblées Générales partout pour discuter, décider

Lundi 11 mars, toutes les académies auront repris. Pour organiser la mobilisation face à la destruction de l'École (« choc des savoirs », suppressions de postes, réforme de la voie professionnelle, SNU, acte 2 de l'École inclusive...), la FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir, discuter et décider de rejoindre la mobilisation qui a été engagée en Seine-Saint-Denis et qui s'étend dans d'autres départements, pour faire reculer la ministre et le gouvernement et gagner sur les revendications :

- **Pour le retrait du « choc des savoirs » !**
- **Pour un choc des moyens et des salaires !**
- **Oui, il faut un plan d'urgence pour le 93, comme dans tout le pays !
Annulation des coupes budgétaires ! De l'argent pour l'École, pas pour la guerre !**
- **Le plan d'urgence, c'est la satisfaction des revendications urgentes établies par les Assemblées générales !**

Montreuil, le vendredi 8 mars 2024